

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e année, n° 152

Du 6 au 12 décembre 1985

POLITIQUE

Cerezo Arevalo remporte les élections
Pressions exercées sur les membres des Patrouilles Civiles
Contre la droite radicale
La droite traditionnelle, la grande perdante
Nouvelle condamnation de l'ONU
Les militaires conserveront le pouvoir
Apparition de divergences entre les militaires et Cerezo
Suppression des organes de répression, souhaitée
Annonce d'un voyage
Washington manifeste sa satisfaction eu égard aux élections
Ils n'ont pas boycotté les élections
Prochaine assemblée de l'OEA au Guatemala

INSURRECTION

Attaque d'une garnison
Colonne militaire harcelée
Attaque d'un poste avant des Kaibiles

DROITS DE L'HOMME

Dénonciation portant sur l'existence d'un cimetière clandestin
Violations perpétrées par les troupes
Expulsion de membres des Brigades de la paix

REFUGIES

Pas de retour envisagé avant d'avoir des certitudes

POLITIQUE

CEREZO AREVALO REMPORTE LES ELECTIONS

Le 9 décembre, le Tribunal Suprême Electoral -TSE- annonçait que Vinicio Cerezo Arevalo, candidat à la présidence pour la Démocratie-Chrétienne Guatémaltèque -DCG- avait gagné le deuxième tour électoral qui s'est tenu le dimanche 8 décembre.

Après avoir calculé les 100 % des votes émis, le TSE a divulgué les résultats suivants :

Partis politiques	Votes	% total des citoyens inscrits	% total des votes valides
Démocratie chrétienne guatémaltèque	1 133 517	41,1	68,37
Union de centre national	524 306	19,2	31,73
Votes nuls	127 913	4,6	7,7
Votes blancs	14 588	0,5	0,9
Abstentions	953 816	34,6	
Total des votes valides	1 657 823		60,2
Total des citoyens inscrits	2 754 414		

PRESSIONS EXERCEES SUR LES MEMBRES DES PATROUILLES CIVILES

Le 10 décembre, des paysans du département de San Marcos faisaient savoir que l'armée exerçait des pressions sur les membres des Patrouilles Civiles pour les forcer à participer au vote, le dimanche 8 décembre.

Les paysans ont ajouté que des militaires mandatés exerçaient des pressions aux fins d'obliger les gens à se rendre aux urnes. En outre, ont-ils précisé, bon nombre d'entre-eux ont reçu des télégrammes attribués à l'armée où on les "invitait à exercer leur vote" et, toujours selon la même information, dès la fin novembre, un capitaine, deux sergents, trois caporaux, quatre parachutistes et huit soldats armés de mitraillettes se sont rendus dans des hameaux, des bourgades et des plantations de café des municipalités de El Tumbador, Tacana et Malacatan, San Marcos, où ils ont menacé de mort les habitants qui ne pourraient pas prouver par la suite leur participation aux suffrages.

CONTRE LA DROITE RADICALE

Le 10 décembre, Mario Solorzano Martinez, dirigeant du Parti Socialiste Démocratique -PSD- a souligné que le résultat électoral équivalait à un effondrement de la droite radicale car, bien que la démocratie-chrétienne guatémaltèque ne soit pas un parti de gauche, les guatémaltèques qui ont exprimé leurs voix aux dernières élections, ont opté pour un regroupement de gauche et un rejet des régimes antérieurs. Il a également signalé que les votes blancs et nuls ainsi que les abstentions, qui représentent les 40 % des personnes inscrites, peuvent être interprétés comme un rejet de la droite.

LA DROITE TRADITIONNELLE, LA GRANDE PERDANTE

Le 10 décembre, le candidat Jorge Carpio Nicolle, de l'Union du Centre National, au cours d'une conférence de presse où il reconnaissait la victoire de Cerezo Arevalo, mettait en exergue le fait que la grande perdante des élections du 8 décembre n'était autre que la droite traditionnelle bien qu'il ait ajouté que la Démocratie-Chrétienne qui auparavant avait adopté pour une position de gauche avait glissé vers la droite.

NOUVELLE CONDAMANATION DE L'ONU

Le 7 décembre, la quarantième assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies condamnait le gouvernement guatémaltèque pour avoir opéré des violations des Droits

de l'Homme graves et généralisées. Cette condamnation apparaissait dans une résolution adoptée à 85 voix en faveur, 40 abstentions (parmi lesquelles les Etats-Unis) et 6 votes contraires (Guatemala, El Salvador, Chili, Indonésie, Maroc et Pakistan).

La condamnation exprime sa préoccupation "pour la persistance des actes de violence pour des motifs politiques et plus spécifiquement les assassinats et les enlèvements ainsi que le manque d'application de mesures efficaces par les autorités qui enquêtent sur ces pratiques".

La résolution en appelle également au gouvernement pour qu'il mette fin "aux structures de répression existantes" et réitère sa demande afin que ce même gouvernement "mène une enquête et apporte des éclaircissements sur le sort des personnes disparues où sur les lieux de détentions encore inconnus à ce jour". En outre, qu'il "respecte et protège les défenseurs des Droits de l'Homme, tel que le Groupe d'Appui Mutuel".

Elle met également en exergue le fait que les autorités guatémaltèques devraient "poursuivre et punir rapidement et efficacement les personnes qui seront accusées et reconnues coupables de violations des Droits de l'Homme, y compris les membres de l'armée et des forces de sécurité".

LES MILITAIRES CONSERVERONT LE POUVOIR

Le 7 décembre, à New York, la représentation Unitaire de l'opposition guatémaltèque -RUOG- signalait que le grand nombre de voix en faveur de la résolution émanant des Nations Unies et condamnant le régime militaire guatémaltèque pour les constantes violations des Droits de l'Homme, démontre que la Communauté Internationale est convaincue du fait que les militaires garderont le pouvoir en dépit des élections.

La RUOG affirme que l'armée continue à "dominer le pays moyennant la terreur et à contrôler tous les aspects de la vie politique en militarisant progressivement la société guatémaltèque". Par ailleurs, alors que l'on discutait de la dite résolution à l'ONU, une offensive comprenant 2 000 soldats était lancée contre la population de la municipalité du Nebaj, à El Quiché.

APPARITION DE DIVERGENCES ENTRE LES MILITAIRES ET CEREZO

Les premières "divergences" entre le prochain gouvernement et l'armée sont apparues le 10 décembre lorsque le Général Oscar Mejia Victores, au cours d'une conférence de presse, a mis l'accent sur le fait que Cerezo devrait réfléchir à propos des réformes fiscales et la transformation des coordonatrices interinstitutionnelles qu'il a l'intention d'entériner.

Le Chef de l'Etat a signalé que Vinicio Cerezo "méconnaissait la situation nationale" et a suggéré que ce dernier reconsidère ses propositions car il lui "manquait des éléments de connaissance et d'étude de l'environnement".

Cerezo a promis, au cours d'une conférence de presse en tant que président élu, de transformer les coordonatrices interinstitutionnelles car elles sont de "conception militaire" et il a annoncé qu'il établirait des impôts pour les chefs d'entreprises.

SUPPRESSION DES ORGANES DE REPRESSION, SOUHAITEE

Le 10 décembre, le Secrétaire Général de la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG-, Francisco Alfaro Mijangos demandait au gouvernement de supprimer les groupes de policiers et de soldats qui vêtus de civils effectuent des actes de violation des Droits de l'Homme.

Alfaro Mijangos exige qu'un terme soit mis à l'attitude d'intimidation dont font montre les forces de sécurité gouvernementales et à leur impunité et que seuls les agents circulent à bord de véhicules appartenant aux institutions et munis de plaques officielles.

ANNONCE D'UN VOYAGE

Le président élu, Vinicio Cerezo Arevalo a annoncé qu'au cours des prochains jours il effectuerait un voyage en Amérique Centrale et qu'il se rendrait à Washington afin de s'entretenir avec les hauts responsables de ces divers pays.

Le 9 décembre, Cerezo déclarait qu'il se rendait à Washington pour demander une aide économique pour son gouvernement mais, il précise que cette aide devra être libre de toutes conditions.

WASHINGTON MANIFESTE SA SATISFACTION EU EGARD AUX ELECTIONS

Le 9 décembre, l'Administration Reagan saluait la victoire électorale du candidat démocrate-chrétien Vinicio Cerezo Arevalo et parallèlement l'Ambassadeur de ce pays au Guatemala, Alberto Martinez Piedra manifestait sa satisfaction pour cet événement électoral.

Une déclaration du département de l'Etat a exprimé le désir "de travailler étroitement avec le gouvernement guatémaltèque". Simultanément, une délégation d'observateurs ayant assisté aux élections présidentielles et envoyée par la Maison Blanche a rédigé un rapport à l'intention du Congrès américain avalisant le processus électoral guatémaltèque.

ILS N'ONT PAS BOYCOTTE LES ELECTIONS

Le 6 décembre, Pablo Monsanto, Commandant en chef des Forces Armées Révolutionnaires -FAR- et membre du Commandement Général de l'URNG, déclarait que l'unité révolutionnaire nationale guatémaltèque -URNG- n'a pas eu l'intention de boycotter les élections ni de les gêner. De même, ils n'ont pas proposé aux guatémaltèques de voter blanc, nul ou de s'abstenir sans avoir apporté des éclaircissements préalables à la population sur la nature contre-insurrectionnelle du processus électoral.

Monsanto a ajouté que les élections actuelles ne constitue pas une solution de rechange aux grands problèmes du pays et que l'URNG appelle à la lutte pour une plateforme qui contiennent comme points fondamentaux: le respect des Droits de l'Homme, l'égalité, l'opposition à la discrimination, à l'oppression culturelle et à la répression, l'adhésion au Droit du travail, l'opposition au haut coût de la vie, l'opposition aux emprunts défavorables pour le Guatemala et le refus d'un endettement accru ainsi que l'adhésion à une patrie libre et souveraine.

PROCHAINE ASSEMBLEE DE L'OEA AU GUATEMALA

Le 9 décembre, on apprenait, au cours de la quinzième réunion de l'assemblée générale de l'Organisation des Etats Américains -OEA-, qui s'est tenue à Bogota, en Colombie, que la seizième assemblée se réunirait en 1986 au Guatemala.

Selon cette information, la délégation guatémaltèque a proposé ce pays d'Amérique Centrale comme siège de la prochaine assemblée et pour que l'invitation soit acceptée, il ne manque que l'approbation du président élu, Vinicio Cerezo.

INSURRECTION

ATTAQUE D'UNE GARNISON

Le 5 décembre, les rebelles signalaient que 39 pertes avaient été occasionnées au sein des troupes gouvernementales lorsque les forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres, l'EGP, avait attaqué à plusieurs reprises et entre le 23 et le 26 novembre, un détachement militaire situé sur le lotissement La Unión, quatrième village de la municipalité de Ixcán à El Quiché.

L'information précise qu'entre le premier et le 26 novembre, l'EGP a effectué 17 actions militaires, provoquant à elles seules pour le moins 104 pertes au sein des troupes officielles.

COLONNE MILITAIRE HARCELEE

Le 4 décembre, l'Armée des Guérilleros des Pauvres dévoilait que le 22 novembre, des unités insurrectionnelles avaient harcelé deux colonnes de l'armée régulière et une garnison militaire aux environs de Vicoxo et Xocotz, à El Quiché.

Toujours d'après l'EGP, quelques 6 pertes ont été occasionnées aux troupes officielles par les insurgés durant ces actions.

ATTAQUE D'UN POSTE AVANT DES KAIBILES

Selon un rapport rebelle diffusé le 6 décembre, un nombre indéterminé de pertes ont été occasionnées au sein de l'armée régulière alors que les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- attaquaient, le 20 novembre, la base avant Kaibile de Santa Ana Berlin, dans la municipalité de Coatepeque, dans le département de Quetzaltenango.

Les insurgés ont attaqué durant la nuit le dit détachement, parvenant à faire exploser 15 grenades de mortier dans les installations militaires. En outre, l'ORPA signale que les 25 et 26 novembre, dans les municipalités de La Reforma et El Quetzal, à San Marcos, des combats les opposant à d'importants contingents de soldats ont eu lieu où il a été impossible de déterminer le nombre de pertes.

DROITS DE L'HOMME

DENONCIATION PORTANT SUR L'EXISTENCE D'UN CIMETIERE CLANDESTIN

Le 10 décembre, un membre des forces de sécurité déclarait qu'un cimetière clandestin, existait près du détachement militaire La Ceiba, dans la municipalité de Malacatan, département de San Marcos.

Selon cet informateur, également membre de la garde des finances qui a demandé de rester dans l'anonymat pour des raisons de sécurité, au lieu indiqué "doivent se trouver des centaines de cadavres de disparus", étant donné que c'est presque "à fleur de terre que les soldats et les gardes des finances les inhument". Bon nombre de ces cadavres, a-t-il ajouté, sont des personnes qui ont été arrêtées illégalement et torturées dans le détachement de Santa Ana Berlin, à Coatepeque, Quetzaltenango.

Il a précisé que "la garde des finances, en coordination avec l'armée, se chargeait de la détention du dit terrain et de sa surveillance dans un rayon de 2 kilomètres, autours du quartier général et que l'on empêchait les civils d'y approcher."

VIOLATIONS PERPETREES PAR LES TROUPES

De nombreuses violations en tout genre ont été commises par les troupes de l'armée, le 6 décembre, à l'encontre des habitants de la zone 5 de la capitale, au cours d'une opération de recrutement par la force. Ces fait ont été précisés par des résidents du lieu pré-cité.

Selon la dénonciation, les soldats ont agrippé de nombreux jeunes, qui ont été capturés après avoir été poursuivis et les ont forcé, en les frappant, à monter à bord de camions militaires pour les conduire ensuite dans des quartiers généraux de la capitale et les obliger à effectuer leur service militaire.

Les familles des jeunes capturés exigent de la part des autorités la mise en liberté immédiate des victimes et demandent qu'un terme soit mis aux mesures musclées utilisées envers la population.

EXPULSION DE MEMBRES DE BRIGADES DE LA PAIX

Huit membres des brigades internationales pour la paix qui appuyaient solidairement le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, composé des proches des détenus et disparus, ont été expulsés du Guatemala.

Selon les rapports de la direction générale de l'immigration du 5 décembre, 4 américains, 3 canadiens et un français ont été expulsés du pays pour avoir fourni une aide au GAM. De même, le dit groupe a dénoncé, le 4 décembre, au cours d'un rassemblement face au palais gouvernemental, le fait que plusieurs de ses membres sont la proie de menaces de mort et sont surveillés par les forces de sécurité gouvernementales.

REFUGIES

PAS DE RETOUR ENVISAGE AVANT D'AVOIR DES CERTITUDES

Les réfugiés doutent que le gouvernement démocrate-chrétien qui entrera en fonction le 14 janvier prochain, respecte les Droits de l'Homme. C'est ce qu'ont déclaré, le 10 décembre, Miguel Hernandez et Samuel Orozco, représentants paysans installés au Mexique.

Ils ont indiqué que pour revenir au pays, il faudrait tout d'abord que la preuve soit établie du respect de la vie et des coutumes indigènes, que l'on donne des garanties sûres qu'ils puissent réintégrer leurs communautés et qu'on leur restitue les terres. En outre, ajoutent-ils, les Patrouilles Civiles devraient disparaître et ils demandent des garanties prouvant qu'ils ne seront pas contraints de vivre dans des zones militarisées.

"Les hommes politiques n'ont jamais été avarés de promesses" a souligné Hernandez, "mais ce sont les militaires qui commandent. Nous attendons maintenant des preuves qui démontreraient qu'il y a effectivement eu un changement. Voilà notre opinion".